

Vente et location de logement, les prix en baisse

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5646 - Jeudi 19 mai 2022 - Prix : 10 DA

Présidence de la République
**Abdelmadjid Tebboune préside
aujourd'hui une réunion spéciale
du Conseil des ministres**

Page 3

Université/Mécatronique, génie biomédical, télécoms, sécurité informatique

Se concentrer sur la formation ciblée d'ingénieurs

Page 3

**Le cas apparemment
désespéré de la Suède
et de la Finlande**

Par Mohamed Habili

Les dirigeants des deux pays européens candidats à l'entrée dans l'Otan par ces temps de guerre, la Première ministre de Suède Magdalena Andersson et le président de Finlande Sauli Niinistö, devront se trouver aujourd'hui à la Maison-Blanche pour obtenir de Joe Biden l'assurance que malgré l'opposition réitérée de la Turquie, leurs pays seront reçus bien et à «bras ouverts» dans l'Otan, pour reprendre une expression qu'ils n'ont pas peu entendue ces derniers jours. Le moment est d'une importance capitale pour leurs deux pays qui parce qu'ils ont rompu avec la politique de neutralité, suivie par eux depuis si longtemps qu'elle a semblé faire partie de leur ADN, se sentent aujourd'hui à découvert, exposés de leur propre initiative à connaître un sort similaire à celui de l'Ukraine. Ils pensaient qu'ils couraient le danger d'être attaqués même en l'absence de la moindre opposition interne à l'Otan, et cela du seul fait qu'il est d'usage que leur demande d'intégration soit examinée avant d'être approuvée. Dans l'intervalle en effet, ils se trouveraient dans quelque chose ressemblant à une zone de non-droit international, dépourvus de toute garantie et de toute protection, aussi bien de celles que confère le statut de neutralité, dont ils se sont librement dépouillés, que de celle qu'accorde l'Article 5 de la charte de l'Otan, dont par la force des choses ils ne sont pas encore membres.

Suite en page 3

Libye

Reprise des affrontements, «inquiétude» de l'Algérie



Ph.D. R.

De violents affrontements ont opposé, dans la capitale Tripoli, les forces du maréchal Haftar et celles du gouvernement de Abdelhamid Dbeibah. Ces affrontements ont éclaté suite à la tentative de Fathi Bachagha, Premier ministre désigné par le Parlement siégeant dans l'est libyen, fief du maréchal Haftar, de prendre par la force Tripoli. [Page 2](#)

Ahmed Bouda, recteur de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou :

«Pas de développement économique sans l'apport de l'université»

Page 16

Tizi Ouzou

Deux centres de traitement des déchets en phase de lancement à Bouzeguène

Page 3

Libye

Reprise des affrontements, «inquiétude» de l'Algérie

■ De violents affrontements ont opposé, dans la capitale Tripoli, les forces du maréchal Haftar et celles du gouvernement de Abdelhamid Dbeibah. Ces affrontements ont éclaté suite à la tentative de Fathi Bachagha, Premier ministre désigné par le Parlement siégeant dans l'est libyen, fief du maréchal Haftar, de prendre par la force Tripoli.

Par Meriem Benchaouia

A cet effet, l'Algérie a affirmé suivre «avec une grande inquiétude» les derniers développements en Libye, pays frère, suite au déclenchement d'affrontements armés dans la capitale Tripoli, appelant toutes les parties libyennes à éviter l'escalade. «L'Algérie suit avec une grande inquiétude les derniers développements survenus en Libye, pays frère, suite au déclenchement d'affrontements armés dans la capitale Tripoli et

appelle toutes les parties libyennes à faire preuve de retenue et à éviter l'escalade, en plaçant l'intérêt suprême du pays au-dessus de toute considération», lit-on dans un communiqué du porte-parole du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie appelle toutes les parties libyennes à unifier leurs efforts pour réunir les conditions nécessaires à l'aboutissement du processus d'organisation d'élections libres et transparentes en tant que meilleur moyen permettant de consacrer la souveraineté du peuple libyen dans le choix de ses représentants et la réalisation de ses aspirations légitimes, de mettre fin à la crise et d'asseoir les fondements d'un Etat démocratique et moderne», conclut le document. En février, le Parlement siégeant dans l'Est avait désigné Fathi Bachagha, ancien ministre de l'Intérieur, comme nouveau Premier ministre. Cette instance est soutenue par le puissant maréchal Khalifa Haftar, dont les forces avaient tenté de conquérir la capitale en 2019. Mais Fathi Bachagha n'avait jusque-là pas réussi à évincer l'exécutif en place à Tripoli, dirigé par l'homme d'affaires Abdelhamid Dbeibah, qui a affirmé à maintes reprises qu'il ne remettrait le pouvoir qu'à un gouvernement élu. Le gouvernement d'Abdelhamid Dbeibah est né début 2020 d'un processus politique parrainé par l'ONU, avec comme principale mission l'organisation d'élections législatives et présidentielles, initialement prévues en décembre dernier, mais reportées sine die. Ses rivaux



politiques estiment que son mandat a pris fin avec ce report.

«Quand il y a deux gouvernements, ils s'affrontent»

Selon des médias libyens, le départ de Fathi Bachagha de la capitale a été décidé lors d'une médiation menée par une brigade de l'armée loyale au gouvernement de Tripoli pour mettre fin aux combats. La conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams, a appelé sur Twitter à la «retenue», insistant «sur la nécessité absolue de s'abstenir de toute action provocatrice». «Les États-Unis sont très préoccupés par les informations fai-

sant état d'affrontements armés à Tripoli. Nous demandons instamment à tous les groupes armés de s'abstenir de recourir à la violence et aux dirigeants politiques de reconnaître que prendre ou conserver le pouvoir par la violence ne fera que nuire au peuple libyen», a déclaré de son côté l'ambassade américaine à Tripoli. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a lui évoqué une situation «devenue très grave ces dernières heures». «Nous nous attendions à ce que quelque chose comme ça se produise, parce qu'en Libye nous n'avons pas eu d'élections mais nous avons deux gouvernements [...]». Et, tôt ou tard, quand il y a deux gouvernements, ils s'affrontent», a-t-il déclaré à Bruxelles.

Minée par les divisions entre institutions concurrentes dans l'Est et l'Ouest, la Libye peine à s'extraire de plus d'une décennie de chaos politique et de conflits consécutifs à la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, dans le sillage du Printemps arabe. La production pétrolière, principale source de revenus du pays, est de nouveau otage des divisions politiques, avec une vague de fermetures forcées de sites pétroliers. Fin avril, le Conseil de sécurité de l'ONU, divisé, a adopté une résolution du Royaume-Uni prolongeant de seulement trois mois sa mission politique en Libye, la Russie refusant toute durée plus longue tant qu'un nouvel émissaire onusien ne sera pas nommé. **M. B.**

Retard du versement de la prime Covid-19 à Akbou Les paramédicaux de l'EPH manifestent leur colère

Le retard dans le versement de la prime Covid-19 a provoqué la colère des travailleurs paramédicaux de l'Etablissement hospitalier (EPH) Aklou-Ali d'Akbou, qui ont décidé, après une attente qui aura duré de longues semaines, de passer à l'action. Hier, ils ont observé un sit-in devant le siège des contributions de la ville, tenues en partie pour responsable de ce retard. Ils ont observé un long moment un rassemblement dans la matinée afin de réclamer le versement immédiat de la 6^e tranche de la prime Covid-19. La veille de leur action de protestation, une déclaration avait été lancée sous forme d'ultimatum fixé aux autorités, dans l'espoir d'obtenir une réaction de la tutelle qui n'a pas eu lieu. Les protestataires ont rappelé, dans leur document, l'objet de leur débrayage et leur sit-in, ainsi que le droit consacré par le décret présidentiel N° 20-79, en date du 31 mars 2020. Un décret instituant une prime exceptionnelle au profit des personnels de la santé qui est toujours en vigueur. Pour les rédacteurs de la déclaration dont nous détenons une copie, «le personnel de l'EPH Aklou-Ali d'Akbou est le seul établissement, à travers la wilaya, qui n'a pas perçu la 6^e tranche de la prime Covid-19». Expriment la frustration des travailleurs, le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) estime que «le personnel paramédical se sent lésé et réclame le paiement de cette tranche dans l'immédiat, faute de quoi la section locale du SAP d'Akbou se réserve le droit d'aller vers une protestation devant les instances locales concernées».

H. Cherta

Selon une étude de la CNL sur la période 2017 à 2021

Vente et location de logement, les prix en baisse

Les prix de vente ou de location d'appartements et de maisons individuelles ont enregistré une baisse sur une période de cinq ans. Selon les données de la «Mercuriale des prix immobiliers», publiées par la Caisse nationale du logement (CNL), de nombreux facteurs sont à l'origine de cette tendance baissière. En fait, l'indice synthétique de prix du logement collectif a enregistré une régression de 8 points, alors que les maisons individuelles ont perdu 18 points durant la période 2017 à 2021. La CNL, qui a rendu publics ces tarifs dans sa revue «Bâtisseurs.dz», indique que pour le marché de la location, le logement dans le collectif a perdu 18 points par rapport à 2017, celui des maisons individuelles a, lui, enregistré une baisse de 25 points sur cette période. Quant aux raisons de cette baisse des prix aussi bien à la vente qu'à la location, l'on

évoque la chute des prix du baril, la pandémie de Covid-19 et la récession économique. «Toutefois, la cause éminente ayant engendré cette baisse peut être rapportée à l'effort consenti par l'Etat en matière d'offre de logement. En effet, la période allant de 2010 à 2020 a été marquée par la livraison de plus 2,9 millions d'unités de logement, toutes formules confondues», a indiqué l'étude. Aussi, il a été souligné que les prix de vente des logements collectifs ont connu une baisse de l'ordre de 4 % sur le quinquennat. Le prix moyen annoncé au niveau national d'un appartement de 89 m² était de 8,1 millions de dinars durant le premier trimestre 2017, soit environ 94 000 DA/m². Le même appartement coûte actuellement en moyenne 7,5 millions de dinars, soit 90 000 DA/m². Pour les maisons individuelles, une baisse cumulée de 1 % a été enregistrée depuis 2017. Les prix

sont passés de 27,0 millions de dinars le premier trimestre 2017 à 24,5 millions de dinars au dernier trimestre 2021. Concernant la location, le marché du logement collectif a enregistré une baisse des loyers de l'ordre 14 % depuis 2017. Le prix moyen annoncé à la location d'un appartement d'une surface de 88 m² s'établissait à environ 30 000 DA durant le premier trimestre 2017. Pour le dernier trimestre 2021, le prix moyen annoncé était de 25 000 DA. S'agissant des maisons individuelles, le prix moyen annoncé à la location durant le premier trimestre 2017 était de 65 000 DA, tandis que le prix moyen annoncé durant le dernier trimestre 2021 était de 49 000 DA, avec une baisse de l'ordre de 25 %, ajoute la même étude. Au niveau de la wilaya d'Alger, les prix de vente des appartements ont connu une baisse de l'ordre de 3 % en cinq années. Au premier trimestre 2017, le prix

moyen annoncé était de 195 000 DA par mètre carré, pour un appartement d'une surface moyenne de 91 m², et ont atteint le prix moyen de 189 000 DA par mètre carré. Quant aux maisons individuelles toujours dans la capitale, une baisse cumulée de 23 % depuis 2017 a été observée. Par ailleurs, le prix moyen annoncé à la location d'un appartement durant le premier trimestre 2017 était de 56 000 DA pour une surface moyenne de 90 m². Pour le dernier trimestre 2021, le prix moyen annoncé à la location était de 52 000 DA. Les prix ont cumulé ainsi une baisse de l'ordre de 6 % depuis 2017. Pour les maisons individuelles, ajoute l'étude de la CNL, le prix moyen annoncé à la location à Alger était de 128 000 DA durant le premier trimestre 2017, tandis que le prix moyen annoncé durant le dernier trimestre 2021 était de 63 000 DA.

Massi Salami

- Université/Mécatronique, génie biomédical, télécoms, sécurité informatique -

Se concentrer sur la formation ciblée d'ingénieurs

■ Afin de faire de l'étudiant algérien un acteur actif dans la vie économique, le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique tend à réviser la carte de formation au sein de l'université en concentrant ses efforts sur la formation d'ingénieurs.

Par Louisa A. R.

Des métiers disparaissent, d'autres émergent et obligent à réviser la carte de formation. Avec l'avènement de l'intelligence artificielle, 85 % des métiers futurs restent inconnus, d'où l'urgence d'anticiper et mettre en place des offres de formation co-construites entre nos universités et les acteurs économiques, indique le directeur général de formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Djamel Boukezzata.

Pour adapter l'université aux besoins de l'économie nationale et du marché de l'emploi, le ministère de l'Enseignement supérieur concentre ses efforts sur la formation d'ingénieurs.

Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, il a annoncé qu'à partir de la prochaine rentrée universitaire, «les formations d'ingénieurs seront ciblées». Le choix, a-t-il poursuivi, «est porté sur plusieurs spécialités, à savoir la mécatronique, le génie biomédical, les télécoms, la sécurité informatique». Ces mesures, a soutenu Djamel Boukezzata, répondent à un impératif de la réalité socio-économique.

Pour une fusion interuniversitaire, il est impératif d'enrichir les formations ciblées.

D'après ce que recensent les statistiques, les formations en sciences humaines et sociales ont la part du lion au sein de nos universités, en termes de nombres et de diversifications. Il



Djamel Boukezzata, directeur au MESRS

faudra donc, selon le directeur général de formation, «réaliser l'équilibre dans les spécialités technologiques à travers la création de plusieurs écoles». L'invité de la Radio algérienne a annoncé qu'en vue de former les élites dans ces matières, le pôle de Sidi Abdellah va accueillir l'année prochaine l'École nationale supérieure dédiée aux technologies avancées. «Il s'agit d'un résultat d'une fusion de deux éta-

blissements : l'École supérieure des sciences appliquées d'Alger et l'École nationale supérieure de technologie», a-t-il expliqué. Autre cas d'application de cette fusion, a noté Djamel Boukezzata, au niveau de la ville universitaire de Annaba, l'École supérieure des technologies industrielles et l'École nationale supérieure des mines et de la métallurgie, pour donner naissance à l'École des métiers d'in-

génieur. Selon l'intervenant, il y aura prochainement le lancement de quatre parcours de formation exclusivement destinés aux bacheliers en Technique Mathématique, notamment le génie civil, le génie électrique, le génie mécanique, le génie des procédés, au niveau de trois universités : Blida1, Sétif1 et Université des sciences et technologies d'Oran (ESTO).

L. A. R.

Tizi Ouzou

Deux centres de traitement des déchets en phase de lancement à Bouzeguène

Les populations des villages de Kabylie semblent de plus en plus conscientes de l'urgence de prendre en charge la question de traitement des déchets ménagers face à la prolifération des décharges sauvages, notamment à l'approche de la saison des chaleurs favorable à toutes les maladies causées par la défaillance dans les systèmes d'hygiène du milieu. En effet, de louables initiatives sont à encourager, même si elles demeurent rares, pour dégager des solutions pérennes à cette question. C'est dans la commune de Bouzeguène que les plus

récentes initiatives citoyennes viennent d'être enregistrées, à la faveur de la mobilisation des habitants des villages Tazruts et Ait Ferrache, pour prendre en charge le traitement des déchets ménagers. A Tazruts, les villageois ont décidé de réaliser un centre de traitement des déchets. Les initiateurs attendent la levée de certaines contraintes pour la mise en exploitation de ce centre. Des membres des commissions de l'hydraulique, de la santé et de l'environnement de l'Assemblée populaire de wilaya se sont même rendus sur les lieux la semaine dernière pour prendre

des engagements en présence des responsables de la commune et de la direction de wilaya de l'environnement pour la levée de ces contraintes liées au démarrage du centre de traitement des déchets organiques et plastiques. Il s'agissait de voir également comment procéder d'une façon optimale à l'utilisation des équipements existants, presse hydraulique, broyeur et incinérateur, afin de répondre aux besoins pressants des habitants du village Tazruts et des villages voisins progressivement. La même délégation s'est également rendue à Ait Ferrache, où un autre centre de traitement

LA QUESTION DU JOUR

Le cas apparemment désespéré de la Suède et de la Finlande

Suite de la page une

Ils avaient calculé que cette période de tous les dangers prendrait place entre le moment du dépôt officiel de la demande d'intégration et celui où elle est acceptée solennellement, forcément à l'issue d'un sommet de l'Otan, le prochain étant prévu en juin prochain à Madrid. Il leur fallait déjà prendre un risque énorme indépendamment de tout contretemps par définition imprévisible. Or voilà que la Turquie leur signifie qu'elle opposerait son veto à leur entrée, quoi qu'ils fassent pour la convaincre de les laisser passer. Lors d'un point de presse tenu en présence du président algérien, en visite à Ankara, Recep Tayyip Erdogan a eu à leur égard des mots peu faits pour les rassurer sur son intention : vous voulez nous rendre visite, grand bien vous fasse, mais si c'est pour nous convaincre de vous céder le passage, je vous conseille de ne pas même vous donner cette peine. Et il a ajouté : avec vous dans l'Otan, c'est comme si celle-ci devenait un nid de terroristes. Evidemment, ce ne sont pas les Suédois et les Finlandais qui sont en l'occurrence les terroristes, mais du point de vue d'Erdogan les Kurdes du PKK et les partisans de Fethullah Gülen qu'ils abritent chez eux, et dont ils ont toujours refusé l'extradition. Au vu d'arguments aussi radicaux de la part des Turcs, à l'appui de leur refus annoncé de l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan, l'affaire semble entendue. On voit mal comment leurs auteurs pourraient se laisser fléchir après les avoir assésés. C'est pourtant pour rassurer les Suédois et les Finlandais que le président américain a invité à la Maison-Blanche leurs dirigeants. L'idée vient tout naturellement à l'esprit qu'il doit disposer des moyens à même de faire revenir Erdogan à de meilleurs sentiments. Il se pourrait bien toutefois qu'il soit en train tout simplement de prendre ses désirs pour des réalités. A moins qu'il soit disposé à user de son influence pour faire en sorte que les demandes du pouvoir turc se rapportant à ses opposants soient satisfaites, sinon toutes du moins pour les plus importantes d'entre elles. Qu'il soit lui-même prêt à livrer Gülen, la bête noire d'Erdogan. A ce prix, la Turquie voudrait sans doute lever son opposition. Mais à moins que cela, probablement non.

M. H.

des déchets est en cours de réalisation grâce à un financement des villageois. Les représentants dudit village ont été rassurés par les autorités qui se sont engagées à les accompagner quant à la concrétisation de ce projet utile et vital pour ses populations.

Hamid M.

Présidence de la République

Abdelmadjid Tebboune préside aujourd'hui une réunion spéciale du Conseil des ministres

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside aujourd'hui une réunion spéciale du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et au débat du projet de la nouvelle loi relative à l'investissement, indique, hier, un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera, jeudi, une réunion spéciale du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de la nouvelle loi relative à l'investissement», lit-on dans le communiqué.

R. N.

Journée mondiale des télécommunications

Intégrer les personnes âgées dans la société de l'information

■ La nécessité d'intégrer davantage les personnes âgées dans la société de l'information figure parmi les principales recommandations ayant couronné la Journée d'étude organisée mardi à Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information.

Par **Hamma M.**

La cérémonie de clôture de cet événement, inscrit cette année sous le slogan : «Vieillir en bonne santé dans un monde numérique», a été rehaussée par la présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, et du ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil.

Parmi les propositions issues des trois ateliers consacrés aux TIC au service des personnes âgées, à la santé et au bien-être des personnes âgées et à la stratégie à adopter pour bien vieillir, figurent la nécessité d'une coordination entre toutes les parties concernées afin de réduire la fracture numérique en intégrant les personnes âgées dans la société de l'information.

Les intervenants ont suggéré, à cet égard, d'organiser des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir l'utilisation des solutions innovantes offertes par les technologies de l'information et de la communication pour améliorer la situation des personnes âgées et veiller à leur bien-être.

Il s'agit aussi d'organiser des sessions de formations présentielles et à distance dédiées aux personnes âgées sur les techniques d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, tout en prenant en compte leurs capacités men-

tales et leurs compétences techniques.

Il a été recommandé également de développer les infrastructures technologiques en mettant en avant l'intelligence artificielle, l'Internet des objets, le big data et la réalité virtuelle au bénéfice des personnes âgées.

Les participants ont suggéré aussi de travailler au développement d'un environnement propice à l'émergence de solutions innovantes et de services à haute valeur ajoutée en coordination avec tous les acteurs afin de faciliter et améliorer le cadre de vie des personnes âgées, en encourageant la recherche et développement, notamment au niveau des universités, des instituts et des start-up.

Ils ont, en outre, mis l'accent sur l'impératif d'une coordination entre toutes les parties concernées, afin de développer des contenus numériques et des services en ligne à la hauteur des aspirations des personnes âgées, tout en s'assurant qu'ils soient adaptés aux capacités et compétences de cette tranche d'âge.

Les intervenants ont, par ailleurs, proposé de créer une plateforme électronique unifiée comprenant tous les services numériques sectoriels dédiés aux personnes âgées, tels que les soins à domicile, le suivi sanitaire et la sécurité sociale.

Ils ont également proposé de développer un climat de confiance, en veillant à la protection des



données personnelles afin de motiver les personnes âgées à utiliser les technologies de l'information et de la communication.

Réaliser les statistiques des besoins des personnes âgées et les répertorier numériquement et offrir des divertissements par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au profit des personnes âgées, figurent parmi les recommandations.

Il s'agit aussi d'améliorer la mobilité des personnes âgées en mettant en place des dispositifs appropriés au niveau des espaces publics et œuvrer à fournir des services administratifs et commerciaux grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. La mise en place d'une commission nationale chargée de protéger les personnes âgées et

promouvoir leurs droits et l'organisation d'un concours national annuel pour encourager les projets innovants dédiés à cette frange de la société ont été recommandés lors de cette journée. Il a été également souligné l'impératif d'encourager le secteur privé à investir dans les solutions numériques liées au domaine de la protection des personnes âgées et de mobiliser les ressources financières pour l'élaboration et la promotion de programmes numériques au profit de cette frange de la société.

A cette occasion, le ministre de la Poste et des Télécommunications a assuré que ces recommandations seront prises en compte lors de l'élaboration de la feuille de route relative à la prise en charge par son secteur de cette frange de la société. De son côté, le ministre

de la Numérisation et des Statistiques a annoncé que son ministère, en collaboration avec la société civile, les secteurs concernés et les autorités locales, lancera des sessions de formation en faveur de formateurs qui auront pour tâche d'enseigner la «citoyenneté numérique», notamment aux personnes âgées.

Le thème de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, à savoir «Les technologies numériques pour les personnes âgées et le vieillissement en bonne santé», met l'accent sur l'importance d'utiliser les TIC pour que ces personnes jouissent d'une bonne santé, et vivent connectées et indépendantes sur le plan physique, émotionnel et financier.

H. M.

Exposition de l'innovation à la Semaine scientifique de Sétif

Consolider les partenariats économiques avec l'université

Les participants à l'exposition de l'innovation, organisée mardi sur l'esplanade de l'Université Ferhat-Abbas (Sétif-1), dans le cadre de la Semaine scientifique, ont insisté sur «l'importance de consolider la coopération entre l'université et les partenaires économiques, en vue d'encourager les projets et leur concrétisation, et se baser sur les projets les plus appropriés aux besoins du marché».

Plusieurs exposants issus de plusieurs universités du pays qui ont participé à cette manifestation avec des réalisations et des innovations dans des thèmes en rapport avec la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la santé du citoyen, ont insisté sur «l'importance d'avoir un contact avec le partenaire économique et social pour concrétiser leurs idées innovantes, et par ricochet, les impliquer dans la concrétisation du développement durable».

Dans ce contexte, le P^r Mohamed Debal, de l'Université Belhadj-Bouchaib d'Ain Témouchent, qui a exposé dans le

cadre de cette manifestation scientifique un appareil fonctionnant à l'aide de fibre optique, permettant la détection des hausses de chaleur dans les zones sensibles notamment volcaniques, a précisé que «l'université algérienne dispose des compétences et du potentiel humain permettant de concrétiser le décollage économique dans tous les domaines».

L'organisation de cette exposition «renforcera considérablement le contact entre les inventeurs et chercheurs, ainsi que les doctorants dans les différents établissements universitaires et l'échange des expériences entre eux, en plus de la promotion de leurs projets d'innovation vis-à-vis du partenaire économique et social», a précisé à l'APS M. Debal.

De son côté, Ahmed Kerouani, ingénieur d'Etat en aménagement du territoire à l'Ecole nationale polytechnique d'Oran, a indiqué que l'université algérienne «dispose de l'encadrement et formation de qualité à même de répondre aux besoins socio-économiques sur le plan national et territorial». Détenteur d'un

brevet d'invention (2022), M. Kerouani a ajouté qu'il a pu inventer une unité intelligente de production d'engrais mélangé, en procédant au mélange d'engrais à l'aide d'équipement moderne reposant sur l'analyse du sol pour une meilleure contribution à la concrétisation de la sécurité énergétique, alimentaire et sanitaire, insistant sur «l'importance d'encourager les chercheurs».

Pour sa part, Ahmed Boumahraz, de l'Université Mohame-Khider de Biskra, qui a exposé trois projets d'invention de la même université, dont un fauteuil roulant intelligent destiné aux personnes aux besoins spécifiques, a rappelé que la concrétisation de ces projets d'invention, répondant aux besoins du développement et son dynamisme, «nécessitent des moyens généralement conséquents, notamment en ce qui concerne les micro-composants».

M. Boumahraz a mis l'accent sur le rôle des investisseurs et des hommes d'affaires dans l'accompagnement et la concrétisation de ces projets pour réduire

leur importation.

Evoquant les facteurs visant à concrétiser la sécurité alimentaire, le Professeur et chercheur Nouredine Slimani, de l'Université Hamma-Lakhdar d'El Oued, a fait part de «plusieurs recherches effectuées dans les universités algériennes nécessitant un accompagnement par des entreprises industrielles».

Selon lui, plusieurs nouvelles expériences concluantes s'effectuent localement, notamment en ce qui concerne les récoltes stratégiques, les dattes, le sucre et autres, mais qui «ont besoin d'une forte volonté pour les réaliser dans des entreprises de transformation dans le domaine agricole pour concrétiser la sécurité alimentaire nationale».

L'exposition se poursuivra jusqu'au 21 mai courant et sera marquée par la sélection du meilleur pavillon d'exposition de projets innovants dans les thèmes de la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la santé du citoyen, selon les organisateurs.

Kamel L.

La CEA veut se mettre à la disposition du secteur privé

■ La Commission économique pour l'Afrique (CEA) compte se mettre à la disposition du secteur privé pour travailler à son développement, a déclaré la Secrétaire exécutive de la Commission, Vera Songwe.

Par Salem K.

«**L**a croissance des entreprises africaines, c'est la croissance de l'Afrique. La CEA compte ainsi se mettre à la disposition du secteur privé pour travailler avec lui, en relation avec les ministères des Finances de leur pays», a dit Vera Songwe, qui s'exprimait lors de la cérémonie de clôture des travaux de la 54^e Conférence ministérielle des Etats membres de la CEA, tenue du 11 au 17 mai au Centre international de conférences Abdou-Diouf de Diamniado, à 30 km de Dakar. M^{me} Vera Songwe a relevé que la CEA «n'a pas beaucoup parlé du secteur privé africain qui souffre aussi des chocs exogènes».

«Nous devons nous atteler sur les mécanismes de financement du secteur privé africain et nous assurer de son développement, puisque s'il y a une crise les étrangers partent laissant sur place les entreprises locales», a-t-elle dit. Pour la Secrétaire exécutive de cette instance des Nations unies à l'initiative de ladite Conférence, «il y a beaucoup de faillite dans ce secteur qui induit davantage de chômage». «C'est le secteur privé local qui continue à tirer nos économies en période de crise», a-t-elle souligné, estimant que «la résilience est tirée par le secteur privé africain resté en Afrique durant la crise sanitaire avec la pandémie de Covid-19». En parlant de finance de la relance économique, elle a proposé au nom de la CEA de «travailler davantage avec le secteur privé africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continental



La secrétaire exécutive la Commission, Vera Songwe

(Zlecaf). La Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique espère qu'à travers les initiatives nationales et régionales de relance des activités, il sera mis en exergue les entreprises africaines pour pouvoir les aider à se maintenir, à se développer et être compétitives sur le marché international. La 54^e Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique a réuni du 11 au 13 mai les experts de la CEA, avant l'ouverture lundi de la Conférence ministérielle qui a permis d'échanger sur le financement de la relance de l'Afrique à travers des solutions innovantes. L'évènement hybride a été organisé conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le gouvernement du Sénégal sous le thème «Financement de la relance de l'Afrique : atteindre de

nouveaux horizons». La cérémonie d'ouverture officielle de cette rencontre a été présidée lundi par le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine (UA), en présence des représentants des pays membres de la CEA, dont le Royaume du Maroc. Dans la Déclaration ministérielle adoptée ce mardi à la clôture de l'évènement, les ministres africains ont notamment demandé à la CEA de continuer à fournir un soutien technique à ses Etats membres pour la conception et la mise en œuvre de mécanismes de financement innovants, tels que la mise en commun des flux de revenus privés et publics (financement mixte) et le renforcement des marchés de capitaux, l'utilisation des fonds de pension, des fonds souverains, des obligations – et les envois de fonds de la diaspora pour financer des projets de développement,

l'émission d'obligations liées aux objectifs de développement durable et la mise en place de nouvelles mesures d'incitation et pour mener des actions de sensibilisation visant à réduire la prime de risque et le coût du crédit, qui continuent d'entraver l'accès au financement international. Ils demandent également à la Commission économique pour l'Afrique de «continuer à fournir une assistance technique et des services consultatifs à ses Etats membres, afin de renforcer les capacités de l'administration fiscale, d'accroître les recettes fiscales et de lutter contre les flux financiers illicites, en vue de mobiliser davantage de ressources intérieures pour le développement». La Déclaration appelle aussi les Etats membres de la CEA «à redoubler d'efforts pour mobiliser leurs ressources intérieures, par le truchement de politiques fiscales efficaces, de l'épargne et d'autres mécanismes innovants tels que les fonds de pension, les fonds souverains, les obligations de la diaspora et les envois de fonds, afin de financer les projets de développement africains».

Les ministres appellent également les Etats membres de la Commission à adopter et à mettre en œuvre des politiques qui créent un environnement favorable à l'activité du secteur privé et attirent les investisseurs institutionnels, afin de favoriser l'utilisation d'instruments financiers tels que le financement mixte, les marchés de capitaux, les fonds de pension, les fonds souverains, les obligations liées aux Objectifs de développement durable, le financement vert, les emprunts obligataires pour des

projets, les garanties et les instruments de réduction des risques, notamment, ainsi que de nouvelles incitations pour réduire le coût du crédit.

S. K.

Selon le FMI La croissance de l'économie sénégalaise ralentie par des chocs exogènes

L'ÉCONOMIE sénégalaise, qui a connu une croissance très dynamique en début d'année, a vu son rythme ralentir par des chocs exogènes, notamment le conflit en Ukraine, a indiqué, mardi à Dakar, Edward Gemayel, chef d'une délégation du Fonds monétaire international (FMI) en visite au Sénégal. «La flamme des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires, ainsi que le ralentissement des activités économiques chez les principaux partenaires commerciaux du Sénégal, devraient ralentir la croissance de son PIB réel à environ 5 %, soit un demi-point de pourcentage (de moins) qu'initialement prévu», a-t-il précisé, lors d'une conférence de presse tenue à Dakar, a rapporté l'Agence de presse sénégalaise (APS). M. Gemayel est à la tête d'une délégation présente dans le cadre de la 5^e revue du programme économique et financier du Sénégal. M. Gemayel a également indiqué que l'inflation au Sénégal devrait aussi atteindre 5,5 % cette année, une situation causée principalement par la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Selon lui, avec l'adoption d'une nouvelle loi de finances rectificative qui prend en charge des dépenses de sécurité ainsi que de subventions à l'énergie et aux denrées alimentaires, la hausse des salaires, et les transferts d'argent à des couches vulnérables, le déficit devrait être porté à 6,2 % du PIB contre 4,8 % initialement prévu. M. Gemayel a annoncé que l'équipe du FMI et les autorités sénégalaises sont convenues d'un ensemble de mesures pour éviter les dérapages budgétaires et faire en sorte que le déficit des finances publiques converge vers sa cible en moyenne de 3 % du PIB, conformément aux orientations du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

R. E.

Energie

Arkab reçoit une mission d'experts allemande

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, une mission d'experts allemande qui effectue une visite en Algérie pour échanger sur les conditions et modalités de mise en œuvre de l'accord intergouvernemental signé entre l'Algérie et l'Allemagne, portant sur l'élargissement de la coopération technique et financière aux

secteurs de l'Energie, la Santé et le climat. Cette rencontre s'est tenue au siège du ministère de l'Energie et des Mines en présence du groupe d'experts algérien chargé du projet, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cet accord, signé en décembre 2021, porte notamment sur le projet de technologie et développement socio-écono-

mique dans les énergies renouvelables et de l'hydrogène vert qui fait l'objet d'un financement du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, et sera réalisé en collaboration avec l'Agence de coopération allemande «Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit» (GIZ). Lors cette rencontre,

M. Arkab a souligné l'importance accordée à la coopération algéro-allemande dans le domaine des technologies nouvelles, notamment l'hydrogène vert, et la volonté de l'Algérie de concrétiser cette coopération par la réalisation de projets communs mutuellement bénéfiques, selon le communiqué.

Farid L.

Algérie-Sénégal

Signature d'accords de coopération dans l'industrie pharmaceutique

Des accords de coopération dans le domaine de l'industrie pharmaceutique ont été signés, mardi à Dakar, entre l'Algérie et le Sénégal. Ces accords ont été signés en présence du ministre de l'Industrie pharmaceutique,

Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed et du ministre sénégalais de la Santé et de l'Action sociale, Abdoulaye Diouf Sarr, en marge de la première édition du Salon «El Djazair Healthcare» qu'abrite la capitale sénégalaise Dakar du

17 au 20 mai. Ces accords ont pour objectif d'encourager la coopération bilatérale et l'échange d'expériences et d'expertises dans l'industrie pharmaceutique mais aussi de faciliter les procédures pour le lancement de partenariats et la créa-

tion de joint-ventures entre les opérateurs des deux pays dans ce secteur. A cette occasion, l'Algérie a accordé au Sénégal une aide consistant en des produits pharmaceutiques et fournitures médicales.

N. T.

El-Meniaa

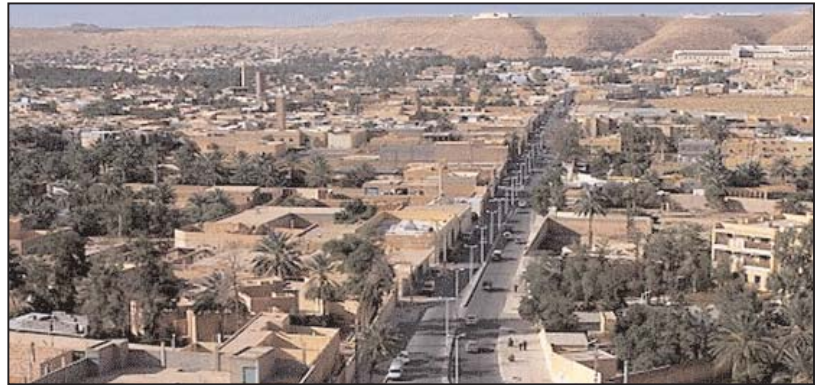
Divers projets vont renforcer le secteur de la Jeunesse et des Sports

■ Divers projets sont retenus en faveur du secteur de la Jeunesse et des Sports dans la wilaya d'El-Meniaa, à l'instar de l'aménagement de stades, la réalisation de piscines et l'organisation de camps d'été, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction locale du secteur.

Par Hocine K.

Parmi ces projets, le revêtement du terrain du stade communal «Belbachir» et l'aménagement de stades et piscines de proximité, tels que la piscine de proximité de Hassi-Lefhel qui devra entrer en service le 5 juillet prochain et trois autres piscines, l'une semi-olympique à El-Meniaa et deux communales à Hassi-Gara et Hassi-Lefhel, a-t-on précisé. Des instructions ont également été données par le wali d'El-Meniaa, Boubekeur Lansari, aux présidents d'Assemblées populaires communales (APC) pour l'acquisition de piscines mobiles, en vue de les déployer dans les zones éloignées et enclavées, a ajouté la source. Dans le même contexte, le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS) d'El-Meniaa, Abdelkader Zenguet, a fait état de l'élaboration en cours du cahier des charges pour la réalisation d'un siège de la DJS, avant d'annoncer la réhabilitation prochaine du stade de «Badriane» et d'un hippodrome. Ces projets, dont les fiches techniques sont en voie de confection pour lancer leurs chantiers dans de brefs délais, seront réa-

lisés en coordination avec les APC, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a-t-il déclaré. Le secteur prépare, par ailleurs, la saison estivale et l'organisation des camps d'été pour les enfants, et des rencontres de coordination ont été entamées en ce sens avec les parties concernées. Ces rencontres concernent les encadreurs des camps d'été, avec le concours de la Ligue de wilaya des camps d'été nouvellement créée, en plus des contacts avec les wilayas côtières disposant de structures d'accueil des estivants, en attendant le quota qu'accordera le ministère de



tutelle à la wilaya d'El-Meniaa pour finaliser les listes des bénéficiaires et préparer la logistique nécessaire, selon les services de la DJS.

la DJS.

la DJS.

H. K.

Mascara

Plantation de plus de 90 000 arbustes en six mois

Pas moins de 92 834 arbustes ont été plantés dans la wilaya de Mascara de fin octobre 2021 à fin avril dernier dans le cadre de l'opération de reboisement, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. Le chef de service extension du patrimoine forestier et mise en valeur des terres à la Conservation, Sadat Othmane, a indiqué à l'APS, en marge d'une journée d'information et d'évaluation des opérations de reboisement réalisées au titre de la saison 2021-2022, que 92 834 arbustes ont été mis en terre durant la période allant de fin octobre 2021 à fin avril dernier, dans le cadre des opérations de reboisement ayant ciblé les établissements éducatifs et publics, les cités et groupements

d'habitat, les espaces verts, les abords des routes et des barrages, les cimetières et les espaces non boisés. Aux initiatives de volontariat pour le repeuplement des espaces non boisés ont pris part plusieurs instances, entreprises publiques et collectivités locales, à l'instar des directions de la Protection civile, de la sûreté de wilaya, de l'éducation, de la Conservation des forêts, ainsi que le commissariat de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA), les comités de quartiers et les citoyens. Ces opérations concernent la plantation de variétés de plants dont le pin d'Alep, l'acacia, le genévrier, le cèdre d'Atlantique et d'autres plants d'ornement, selon la même source. Les opé-

rations de volontariat de reboisement, réalisées durant la période allant de fin octobre à fin mars dernier, ont dépassé les objectifs escomptés fixés par la Conservation des forêts à 90 000 arbustes, a indiqué M. Sadat. Par ailleurs, la même source a rappelé la mise en terre, durant la campagne de reboisement de 2021-2022 dans la wilaya, de 730 000 arbustes sur une superficie globale de 770 hectares, faisant observer que cette opération entre dans le cadre du programme d'aménagement et d'extension des superficies forestières et de la protection des bassins versants des zones forestières de 16 communes de la wilaya. La wilaya de Mascara recèle un patrimoine forestier important

dont la superficie globale est de 90 223 ha, s'étendant sur différentes parties du territoire de la wilaya. La journée d'information, organisée par la Conservation des forêts en présence de cadres de cette administration et de collectivités locales, a été marquée par la présentation de données statistiques des opérations de reboisement concrétisées durant la saison de plantation au titre de l'année 2020-2021, en plus de communications abordant l'importance des opérations de reboisement pour le repeuplement du couvert végétal au niveau des régions forestières et d'espaces verts en milieu urbain et à proximité des routes et des barrages.

Yanis H.

Numéros verts de la police à Béjaïa
17 263 appels téléphoniques enregistrés le mois dernier

LES SERVICES techniques de la sûreté de wilaya ont reçu 17 263 appels téléphoniques sur le numéro vert, le numéro d'urgence et le numéro spécial mineurs (15-48, 17, 104) de la Sûreté nationale durant le mois d'avril dernier. Parmi ces appels, «on retrouve 375 communications signalant des accidents, crimes, délits, atteintes aux personnes et aux biens privés et publics au moment de leur déroulement», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Et de faire état également de «16 800 appels reçus sous forme de demandes d'informations, d'orientation, de conseils et explications ainsi que 87 autres appels dont leurs auteurs voulaient informer et signaler à la police des accidents de la route et des découvertes de cadavres». Par ailleurs, «il n'a été enregistré aussi un cas de disparition», ajoute la même source. H. C.

Mostaganem

Le wali accompagne scrupuleusement les projets d'investissement

En moins de six mois, un millier de projets d'investissement ont été débloqués à travers l'ensemble du territoire national. Des projets vecteurs d'emplois et de richesses ont été relancés, évitant ainsi la grande saignée de l'économie nationale. A Mostaganem, plus de soixante-dix investissements ont bénéficié de l'autorisation d'exploitation, ce qui a permis le recrutement de 3 000 personnes. Dans la wilaya, les secteurs du Tourisme, du Bâtiment, de l'Agriculture et de l'Industrie ont été réamorcés, redonnant ainsi du souffle à l'économie locale. Le wali, Aïssa Boulahya, s'est engagé à relancer l'investissement productif qui s'est traduit sur le terrain par la levée des contraintes bureaucratiques sur un bon nombre de projets. Sur la trace de la stratégie du président de la République, le chef de

l'exécutif s'est appliqué à lever le gel sur ce qui propulserait réellement l'emploi, le pouvoir d'achat et le bien-être des citoyens. Le wali a toujours mis l'accent sur la nécessité d'optimiser le potentiel que représente l'industrie, le tourisme et l'agriculture dans la région. Ce mardi, les chargés de la cellule de communication de la wilaya, accompagnés d'un groupe de journalistes, sont revenus sur certaines unités de production et établissements hôteliers ayant bénéficié de l'autorisation d'exploitation exceptionnelle. Le directeur de l'Anem de la wilaya, M. Ketroussi, a participé à la visite afin de constater les offres d'emploi issues du dégel des projets. Préconisée par le chef de l'exécutif, cette visite a pour objet une évaluation sur les états d'avancement dans l'exploitation proprement dite. En effet, la tournée a

commencé tôt dans la matinée à l'hôtel Zurich des Sablettes qui depuis le dégel fonctionne avec 26 nouveaux employés et compte en avoir 65 en haute saison. Un hôtel 4 étoiles assez moderne qui vient se greffer au parc hôtelier de la wilaya pour le bonheur du tourisme à Mostaganem. Les journalistes se sont dirigés vers la zone industrielle pour s'arrêter sur deux unités de production, l'une de fabrication de barres métalliques, l'autre d'ameublement domestique. Ils ont visité ensuite la nouvelle briqueterie située dans la zone d'activité de Kouara (El Hassiane). Ces unités, bénéficiaires d'autorisations d'exploitation, sont entrées en production, créant un bon nombre d'emplois. La Sarl Magreb Lampes, productrice de matériel électrique LED, a fait l'objet de la visite des journalistes. En effet,

cette unité du Groupe GISB Electric fonctionne aujourd'hui avec 228 employés, dont la moitié a été recrutée depuis l'obtention de l'autorisation d'exploitation. Cette unité a des capacités de production extraordinaires, fabriquant annuellement 6 000 000 de lampes et 400 000 luminaires LED. Zina Beach, complexe hôtelier de haut standing, a redynamisé ses activités par le recrutement et la formation, afin d'entamer une saison estivale prometteuse. L'hôtel s'est doté de hauts cadres dans l'hôtellerie et accueillera, sur sa lancée, un effectif de 300 personnes pour une gestion optimisée des ressources touristiques de l'établissement. Revenir sur les investissements est l'expression d'un engagement des autorités de la wilaya pour une économie prospère.

Lotfi Abdelmadjid

Festival de Cannes 2022

Une ambiance festive en ouverture

■ La 75^e édition du Festival de Cannes s'est ouverte mardi soir, dans une ambiance festive avec l'avant-première de la comédie française «Coupez !». Toute la journée, les professionnels de l'industrie et les hôteliers se sont affairés sur la Croisette, heureux de constater le retour des visiteurs étrangers.

Par Abia Selles

Pour cette 75^e édition, le Festival de Cannes s'affranchit de certains de ses partenaires de longue date. Depuis près de 30 ans, c'est Canal+ qui retransmettait les cérémonies d'ouverture et de clôture. Cette année, la chaîne laisse place à France Télévisions et à Brut, qui se chargeront de diffuser les temps forts du Festival.

Selon les organisateurs du festival, 35 000 accréditations ont été délivrées dans le cadre de la 75^e édition, soit 5 000 de moins qu'en 2019, du fait notamment d'une plus faible demande des pays d'Asie. Malgré tout, comparé à l'année 2021, où seulement 20 000 accréditations avaient été distribuées, Cannes vit aujourd'hui un spectaculaire redémarrage. Cette année, 12 000 professionnels de plus de 110 pays sont présents au marché du film. Des chiffres supérieurs aux attentes, selon les organisateurs, avec au premier rang les États-Unis, pays le plus représenté devant la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. «Nous sommes deux fois plus nombreux que l'année dernière»,



explique Steven Isbock, président de la société California Pictures Inc, situé en plein milieu des stands américains. Depuis 18 ans, ce producteur basé à

Los Angeles n'a raté aucune édition du marché du film, réputé être le plus important au monde. «La première année de Covid-19 a été horrible chez nous, elle

nous a fait perdre 80 % de notre chiffre (d'affaires)», souligne-t-il. «Aujourd'hui, les professionnels sont de retour, certes, mais ce que vous voyez autour de vous,

ce sont avant tout des exposants... Ce qu'il nous faut maintenant, c'est du business, donc des acheteurs !», assène-t-il avec ferveur.

A. S.

Pour initier les écoliers au théâtre

Lancement du projet artistique Holm

«Holm», un projet ambitieux d'initiation des jeunes écoliers à l'expression par la pratique du 4^e art dans les établissements scolaires, dirigé par l'association «El Moustaqbel» pour les activités des jeunes de Mascara, a été présenté, mardi à Alger, comme une expérience concluante et salutaire à faire valoir et à généraliser sur l'ensemble du territoire national.

Présenté lors d'une rencontre avec la presse au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, le projet, à ce jour réalisé en partie, a été confié aux bons soins de l'éducateur, comédien et metteur en scène, Hocine Mokhtar, qui s'est entouré d'un staff permanent, constitué de pédagogues, scénaristes, praticiens formateurs dans le domaine du 4^e art et de docteurs en psychologie. La présentation du

projet, appuyée par des projections vidéos, a consisté en la mise en valeur des différentes étapes franchies jusqu'aujourd'hui, depuis la formation des formateurs (enseignants et éducateurs spécialisés) au nombre de 16 au départ, assurée par de grandes figures du 4^e art, à l'instar de Mohamed Frimehdi, Rabie Guechi et Nabil Asli, jusqu'à la sélection de cinq d'entre eux, à qui a été confiée la tâche de former des groupes de travail artistique avec les écoliers de la commune Baba-Ali à Mascara. Qualifié de «projet de la société civile» par le directeur du théâtre régional de Mascara, Abdellah El Hamel, «Holm» vise le double objectif, de redéployer la dynamique du «théâtre dans les écoles» qui peine encore à revoir le jour, et offrir aux enfants un moyen d'expres-

sion basé sur une vision positive et constructive du monde qui évite de sombrer dans l'échec scolaire. Lors de cette expérience «inédite», l'intérêt des enfants sur leurs capacités morales et physiques intrinsèques a été éveillé, à travers des ateliers aux objectifs ciblés, basés sur le jeu, le rire et le divertissement, à l'instar de l'apprentissage de l'art d'imiter, celui de représenter des objets par son corps, ou encore de prendre sa place au milieu d'un groupe social et s'exprimer.

Dans le même élan éducatif, les encadreurs ont eu également à monter des spectacles avec leurs groupes respectifs d'écoliers, partant de leurs propres histoires (une dizaine de textes) soumises aux interprétations médicales des psychologues et reprises par une équipe de

scénaristes dirigée par Smail Soufit. Entamé le 10 janvier, le projet «Holm» devrait s'étaler jusqu'au 4 juin, date à laquelle un festival local du théâtre scolaire conclura cette aventure louable qui réunira sept établissements scolaires, une classe d'élèves aux besoins spécifiques et une autre dédiée aux personnes du troisième âge, qui assurera la clôture, le 16 juin, coïncidant avec la Journée de l'enfant africain. Bénéficiant du soutien du Fonds d'aide à la création artistique et littéraire, récemment dissout, le projet «Holm» est «mis en attente de recevoir la deuxième tranche de son financement», tributaire de la mise au point de nouvelles voies réglementaires et administratives de financement des projets en cours.

M. K.

Portrait

Abdelmalek Kerinah, la quête perpétuelle de nouveauté dans l'art de la céramique

Spécialisé dans la céramique, Abdelmalek Kerinah se démarque de ses pairs par une quête perpétuelle de nouveauté et d'éléments esthétiques à introduire dans ses œuvres afin d'approfondir ses connaissances et créer une touche personnelle à apporter à son travail artisanal si proche des arts plastiques. Attiré par le travail de l'argile depuis sa tendre enfance, Abdelmalek Kerinah œuvre depuis ses débuts à mettre en valeur ce matériau noble qui a toujours été au cœur de l'artisanat durant des millénaires. Cet artisan de la

capitale se revoit quitter à la hâte les bancs de l'école pour jouer avec la terre humide des jardins publics de son quartier, trouvant un plaisir certain à donner forme à ce matériau. Il rencontre par hasard Djamel Lahlou, un voisin employé du Musée national des beaux-arts et philatéliste, qui va l'encourager à développer sa passion. Une rencontre qui va transformer la vie du jeune Abdelmalek qui a commencé à fréquenter un atelier de poterie et de céramique au musée, une expérience qui va lui permettre d'explorer son talent et de subli-

mer l'argile et lui faire exprimer son authenticité. Sa passion grandissant au fil des années, l'artisan aspire à matérialiser ses connaissances sur l'histoire de l'Algérie et la richesse de sa culture et son patrimoine à travers la céramique, une ambition concrétisée par une œuvre de grand format intitulée «Authenticité de l'art de la céramique en Algérie», exposée au Palais de la culture à Alger. Ce grand vase de trois mètres se démarque d'abord par l'utilisation d'éléments iconographiques rares dans la céramique, et propres aux arts plas-

tiques, comme l'alphabet Tifinagh, les dessins rupestres, ou encore la calligraphie arabe qui immortalise des figures emblématiques de l'histoire de l'Algérie comme Tin Hinan, Tariq Ibn Ziyad, ou encore les figures de la résistance contre la colonisation Fadhma N'soumer et Cherif Boughagha. L'œuvre imposante, coiffée de l'emblème national, compte également des intrants en matière de matériaux à l'instar de l'argent, clin d'œil aux bijoux traditionnels, le tissu bleu, renvoyant à la culture et au costume targuis, ou encore les

formes décoratives des tapis du M'zab. Une réalisation des plus «complexes» tant sur le plan de la conception que celui de l'alliage des matériaux, explique l'auteur. Natif d'Alger en 1982, Abdelmalek Kerinah a développé son talent avec une longue formation auprès de grands artistes et artisans spécialisés dans la céramique, les arabesques, la miniature, la calligraphie ou encore le moulage. Il a exploré les différentes spécialités connues de l'art de la céramique et continue à approfondir ses connaissances.

L.B.



Otan

La Finlande et la Suède se rapprochent d'une adhésion

■ La Suède et la Finlande ont soumis, hier, leurs demandes d'adhésion à l'Otan, conséquence directe de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a affirmé que près de 1 000 soldats ukrainiens retranchés dans l'usine Azovstal, à Marioupol (sud), s'étaient rendus.

Par Mourad M.

Autre fait marquant en Ukraine hier : le début à Kiev du procès d'un soldat russe jugé pour crime de guerre, le premier du genre depuis le début du conflit le 24 février.

A Bruxelles, les ambassadeurs de la Suède et de la Finlande – ce dernier pays partage 1 300 km de frontière avec la Russie – ont présenté leur dossier de candidature au secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, qui a salué « un moment historique à un moment critique pour notre sécurité ».

La Turquie s'oppose à leur intégration et pourrait bloquer le processus, mais des consultations sont en cours pour tenter de lever l'opposition d'Ankara, selon une source diplomatique. « Nous espérons conclure rapidement », a énoncé M. Stoltenberg.

Sur le site d'Azovstal à Marioupol, « 959 combattants (ukrainiens) dont 80 blessés se sont constitués prisonniers depuis lundi », a affirmé, hier, le ministre russe de la Défense.

Une information que Kiev

n'avait pas commentée en milieu de matinée.

L'Ukraine avait assuré la semaine dernière que plus de 1 000 soldats ukrainiens – dont 600 blessés – se trouvaient dans cet immense complexe sidérurgique, dernier bastion de la résistance dans la ville ravagée par les attaques russes.

« L'armée russe concentre ses efforts sur le blocage de nos unités près d'Azovstal, avec des tirs d'artillerie et des frappes aériennes », a signalé, hier matin, l'état-major ukrainien.

Mardi, le ministère ukrainien de la Défense avait salué des « héros ukrainiens ayant rempli leur mission ». Il avait aussi indiqué qu'ils seraient échangés contre des prisonniers russes pour leur permettre de rentrer au pays « le plus rapidement possible », ce qui semblait confirmer que certains de ces hommes étaient bien aux mains des Russes.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait néanmoins affirmé mardi que « la mission d'évacuation des soldats est encore à l'intérieur de l'aciérie Azovstal se poursuivait », sans

préciser le nombre de soldats concernés. Cette mission implique notamment « les médias internationaux les plus influents », selon le président, qui en a discuté avec son homologue français Emmanuel Macron au téléphone mardi.

La prise totale de Marioupol, une cité portuaire stratégique sur la mer d'Azov assiégée dès début mars par les Russes et chèrement défendue par les Ukrainiens au prix de vastes destructions, constituerait une avancée importante pour Moscou dans ce conflit.

Elle lui permettrait de contrôler une bande de territoire allant de la péninsule de Crimée, que les Russes ont annexée en 2014, aux territoires du Donbass (Est) déjà aux mains de séparatistes prorusses.

Près de trois mois après le début de l'invasion de l'Ukraine, un soldat russe de 21 ans, accusé d'avoir abattu un civil, comparait cette semaine devant la justice ukrainienne pour crime de guerre, une première.

Ce procès, qui a débuté hier à 11h00 GMT, est « un signal clair », a affirmé sur Twitter la procureure générale ukrainienne, Iryna Venediktova. « Aucun bourreau (...) n'échappera à la justice », a-t-elle promis, disant avoir ouvert plus de 11 000 enquêtes pour crimes de guerre, au moment où les institutions internationales enquêtent également sur les exactions commises par les troupes russes.

A La Haye (Pays-Bas), le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a ainsi annoncé déployer en Ukraine une équipe de 42 enquêteurs et experts, soit la plus importante jamais en termes d'effectifs jamais envoyée sur le terrain par la CPI.

Et Washington a annoncé mardi la création d'un « observatoire du conflit », doté initialement de six millions de dollars, pour



« recueillir, analyser et partager largement les preuves des crimes de guerre » qu'ils imputent à la Russie en Ukraine.

Sur le terrain, la guerre entre dans une « phase prolongée », a estimé mardi le ministre ukrainien de la Défense, Oleksii Reznikov.

Le long de la ligne de front dans la région de Donetsk (Est), sept personnes ont été tuées et six blessées, selon la Présidence ukrainienne.

Dans la région voisine, celle de Lougansk, quatre personnes ont été tuées hier, a déclaré son gouverneur Serguï Gaïdaï, qui a annoncé aussi la découverte de deux corps dans le village de Pryvillia.

Les forces russes tentent une percée près de Popasna et en direction de Severodonetsk, l'une des grandes villes de la région sous contrôle ukrainien, a-t-il ajouté, faisant état de « intensification des bombardements sur la population civile ».

« Les forces russes mènent des offensives tout le long de la ligne de contact dans la région de Donetsk, et partiellement dans celle voisine de Lougansk », a prévenu, mardi, le ministère ukrainien de la Défense.

L'armée russe tente d'encercler et de détruire le regroupement des forces armées ukrainiennes dans les régions de Donetsk et de Lougansk, partiellement aux mains de séparatistes prorusses », a confirmé M. Reznikov, qui s'exprimait mardi

devant les ministres de la Défense de l'Union européenne et le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.

Après des semaines de violents combats autour de petits villages dans ces régions, mais aussi celle de Kharkiv (nord-est), l'armée russe progresse petit à petit.

A Sidorovié, des journalistes de l'AFP ont vu des champs en flammes et assisté à des bombardements contre ce petit village.

Et « l'ennemi renforce ses troupes pour mener une offensive dans la direction de Polohy et Orikhiv, non loin de Zaporijia, dans le sud-est de l'Ukraine », selon l'état-major ukrainien.

L'est du pays est l'objectif prioritaire des troupes russes depuis leur retrait des environs de la capitale ukrainienne fin mars.

Des frappes russes continuent cependant de viser le reste du pays, faisant ainsi huit morts et 12 blessés à Desna, un village situé à une soixantaine de kilomètres au nord de Kiev qui abrite un grand camp d'entraînement militaire, d'après les secours locaux.

Une autre attaque russe a touché mardi matin une base militaire ukrainienne dans la région de Lviv (ouest), à seulement 15 kilomètres de la frontière avec la Pologne, selon Maxim Kozitsky, le gouverneur de la région de Lviv.

M. M.

Corée du Nord

Kim Jong Un blâme de nouveau le gouvernement pour la propagation du Covid-19

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a fustigé la négligence et la paresse des fonctionnaires qui ont aggravé l'épidémie de coronavirus dans le pays, ont rapporté, hier, les médias officiels, le nombre de cas dépassant désormais 1,7 million. Président d'une réunion du Parti mardi, le leader a déclaré qu'il avait « un manque de maturité dans la capacité de l'État à faire face à la crise » et a critiqué « l'attitude non positive, la mollesse et l'inactivité des hauts responsables de l'État », a rapporté l'agence officielle KCNA. La Corée du Nord a enregistré 232 880 nouveaux

cas de « fièvre » mardi soir, ce qui porte le bilan total à 1,72 million cas et 62 décès, selon la même source. Lors de la réunion mardi, Kim Jong Un a promis de « réveiller l'ensemble du Parti comme un volcan actif » pour contrer la propagation du virus.

Depuis que le pays a annoncé son premier cas de Covid jeudi dernier, le dirigeant a pris personnellement en main la lutte contre l'épidémie, qui, selon lui, provoque « de grands bouleversements » dans le pays.

Il a notamment ordonné un confinement national, sa population n'étant pas vaccinée, et a déployé l'armée pour qu'elle

aide à lutter contre le coronavirus. « L'armée a déployé en urgence ses puissantes forces dans toutes les pharmacies de la ville de Pyongyang et a commencé à fournir des médicaments dans le cadre d'un service proposé 24h/24 », a déclaré KCNA.

L'OMS s'est toutefois inquiétée mardi des ravages que peut provoquer Omicron sur la population non vaccinée de Corée du Nord et a réitéré son offre d'assistance allant des vaccins aux équipements médicaux.

Pour l'heure, les autorités de Pyongyang ne semblent pas avoir répondu à ces appels.



Commentaire

Rassemblement

Par Fouzia Mahmoudi

Durant l'entre-deux-tours des élections présidentielles françaises, Marine Le Pen, alors finaliste du scrutin, avait assuré qu'en cas de défaite face à Emmanuel Macron, elle ne briguerait plus le poste de président de la République. Une déclaration qu'elle confirme aujourd'hui, près d'un mois après sa défaite. Alors que le Rassemblement National devrait fêter cette année ses 50 ans d'existence, Marine Le Pen, elle, prépare son retrait. Dans une interview au quotidien « Le Figaro », la toujours députée a confirmé que la dernière campagne présidentielle serait son ultime tentative pour rallier l'Élysée, « sauf événement exceptionnel ». « Je pense que trois présidentielles, c'est déjà un parcours. Qui m'a permis de faire monter nos idées de 18 % à 42 %. Ce qui, en dix ans, est une belle dynamique », s'est-elle félicitée, défendant fièrement son bilan. Marine Le Pen sera tout de même candidate à sa réélection pour les législatives dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais. Souhaitant désormais passer la main, elle a cependant confié vouloir « faire émerger une nouvelle élite » et confirmé Jordan Bardella comme son successeur. « Le rôle de notre mouvement dans les années qui viennent est, d'une part, de concevoir le projet national du XXI^e siècle, et, de l'autre, faire émerger une nouvelle élite. Jordan Bardella me paraît très bien placé pour ce faire », a-t-elle expliqué au « Figaro ». Celui qui avait récupéré par intérim la présidence du parti le temps de la campagne présidentielle pourrait en prendre sa tête définitivement lors d'un grand congrès du mouvement qui devrait se tenir à l'automne. L'ancienne tête de liste aux européennes du RN de 26 ans ne sera, lui, pas candidat aux législatives en juin. Pour ce scrutin, souvent défavorable au Rassemblement National, sa représentante s'est fixée l'objectif d'obtenir « au moins 60 députés » afin d'avoir les moyens de pouvoir peser dans la future Assemblée Nationale. « Mon ambition, c'est d'obtenir la traduction de la présidentielle », a souligné la candidate parvenue pour la seconde fois au second tour, espérant pouvoir « avoir de très bonnes surprises ». Peu inquiète par les investitures de candidats dans 550 circonscriptions par Reconquête ! le jeune parti d'Éric Zemmour, elle a par ailleurs justifié son refus d'une alliance par des « divergences stratégiques trop importantes ». Reste à voir si d'ici à 2027 une personnalité au charisme et à la crédibilité suffisante fera surface au RN, ou si faute de candidat solide Marine Le Pen sera « obligée » de remplir pour une quatrième élection présidentielle. Car après les multiples défections de cadres du RN vers Reconquête !, peu de personnalités du camp lepéniste semblent aujourd'hui en capacité de se lancer dans la course à l'Élysée et d'espérer rassembler derrière eux les voix du camp national.

F. M.

Ligue 2 (29^e journée)

La Ligue officialise le forfait de Ain Defla face au CRB Ain Oussera

LA COMMISSION d'organisation des compétitions (COC) de la Ligue nationale de football amateur (LNFA) a officialisé le forfait du SC Ain Defla devant le CRB Ain Oussera, lors du match de la 29^e journée du championnat d'Algérie de Ligue 2, groupe Centre-Ouest, disputée le week-end dernier, a indiqué, mardi, un communiqué de l'instance sportive.

«La COC de la LNFA a traité lundi l'affaire du forfait de SC Ain Defla devant le CRB Ain Oussera, en match programmé samedi 15 mai comptant pour la 29^e journée du championnat de Ligue 2.

La commission a décidé d'attribuer le gain de la rencontre (3 points et 3 buts) à l'équipe de Ain Oussera», a expliqué le communiqué, ajoutant que six points ont été aussi défalqués au SC Ain Defla conformément au règlement.

A l'issue de cette décision de la LNFA, le club du SC Ain Defla s'est enfoncé davantage dans la 16^e et dernière position, avec seulement 1 point après

la défalcation de six unités de son compteur, alors que le CRB Ain Oussera occupe la 13^e place avec 34 points, devant l'USMM Hadjout 14^e avec 32 pts et l'USM Bel-Abbès (15^e, 23 pts).

Par contre, le chassé-croisé entre les deux leaders du groupe, le MC El Bayadh et le CR Témouchent (65 points), continue de battre son plein, et la dernière journée (30^e) s'annonce explosive entre ces deux équipes pour déterminer celle qui accèdera au Ligue 1 la saison prochaine.

Lors de cette ultime journée, le CR Témouchent se déplacera chez l'USM Bel-Abbès (15^e - 23 pts), déjà reléguée en palier inférieur, alors que le MC El Bayadh va accueillir le MC Saida (7^e - 43 pts).

Si les deux équipes terminent à égalité de points à l'issue de l'ultime journée, le MC El Bayadh accèdera en Ligue 1 grâce à un meilleur goal-average particulier lors de leurs confrontations directes (victoire à l'aller 2-0 et défaite au retour 0-1).

EN U23

Double confrontation les 22 et 25 mai face à la Palestine

LA DOUBLE confrontation amicale entre l'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) et la Palestine se jouera les 22 et 25 mai à Alger, en préparation au tournoi Maurice-Revellou (Toulon/France), prévu du 29 mai au 12 juin prochains, a appris l'APS, mardi, auprès de la Fédération algérienne de football (FAF).

Les joueurs convoqués par le sélectionneur Noureddine Ould Ali sont en regroupement au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger) depuis hier, alors que la fin du stage est fixée au 28 mai, précise la même source.

Au tournoi de Toulon, les Algériens évolueront dans le groupe C en compagnie de la Colombie, du Japon et des Coréens.

Les «Verts» entameront la compétition le 31 mai face au

Japon, avant de défier la Colombie le 3 juin, puis les Comores le 6 juin. La sélection des U23 avait effectué en mars dernier un stage de préparation à l'étranger, ponctué par deux joutes amicales face à son homologue mauritanienne à Nouakchott.

Lors du premier match, les Olympiques se sont inclinés face aux espoirs mauritaniens (1-0), avant de faire un match nul (0-0) lors de la seconde rencontre. Outre le rendez-vous de Toulon, les U23 préparent les qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, dont le premier tour se jouera du 19 au 27 septembre prochain.

La phase finale se jouera du 2 au 26 novembre 2023, dans un pays qui reste à déterminer. Le tournoi est qualificatif aux Jeux olympiques JO-2024 de Paris.

Cyclisme

Les représentants algériens aux JM sélectionnés pendant le Tour d'Algérie

LES HUIT cyclistes algériens qui représenteront les couleures nationales aux prochains Jeux méditerranéens seront sélectionnés lors du Tour d'Algérie qui se déroulera du 21 au 27 mai courant, entre Alger et Oran, a annoncé, mardi, le président de la Fédération algérienne de la discipline, Kheir-Eddine Barbabi. «Le Tour d'Algérie cycliste sera l'occasion pour le staff technique national d'arrêter la liste des huit athlètes qui représenteront l'Algérie aux prochains Jeux méditerranéens», a indiqué le premier responsable de la FAC, au Forum de la presse sportive nationale, initié par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), tenu mardi à la salle de conférences du stade 5-Juillet.

Certes, les habituels représentants nationaux dans cette discipline sont relativement connus, notamment les vieux briscards comme Azeddine Lagab, Nassim Saïdi et

Hamza Yacine, mais Barbabi a laissé entendre que la possibilité de voir de nouvelles têtes parmi les anciens n'est pas à exclure. «L'objectif est de bien représenter les couleurs nationales aux JM d'Oran, ce qui passe d'abord par le choix des coureurs les plus en forme et qui sont les mieux habilités à réussir de bons résultats. Différentes sélections nationales (senior, U23 et militaire) seront engagées dans le Tour d'Algérie et c'est ce qui devrait procurer un large éventail au sélectionneur national pour faire un choix», a expliqué Barbabi.

Les épreuves de cyclisme inscrites au programme des JM d'Oran coïncideront jour pour jour avec le coup d'envoi du Tour de France 2022, prévu également au tout début du mois de juillet prochain, mais selon le premier responsable de la FAC, cette situation ne devrait pas influencer négativement sur les Jeux, de quelque manière que ce soit.

«Certes, plusieurs cyclistes d'élite français, italiens et espagnols vont privilégier le Tour de France, qui est le troisième évènement sportif le plus suivi à travers le monde, après les Jeux olympiques d'été et la Coupe du monde de football, mais ces pays possèdent tellement de bons cyclistes qu'ils pourront tous aligner des équipes redoutables à Oran», a-t-il appréhendé. «De plus, sur les 160 athlètes qui seront engagés dans les différentes épreuves des JM, seuls les trois premiers pourront prétendre à des médailles, faisant que la lutte sera vraiment féroce, pour éviter de se retrouver parmi les 157 cyclistes qui malgré tous leurs efforts devront rentrer chez eux bredouilles», a-t-il ajouté. Barbabi a tenu à attirer l'attention également sur «les petits détails qui pourraient faire de grandes différences», comme la qualité du matériel et les prestations proposées par les mécaniciens.

Ligue I (31^e journée)

Le leader en péril

Le leader de la Ligue I, le CR Belouizdad, sera en péril lors de cette 31^e journée du championnat en se rendant à Oran où il croisera le fer avec le Mouloudia local.

Par Mahfoud M.

Les Belouizdadis, qui restent en tête depuis un bon bout de temps, sont sous la menace de la JSK et doivent donc bien négocier cette sortie s'ils souhaitent rester aux commandes. La mission s'annonce délicate, surtout que les Hamraoua sont dans l'obligation de l'emporter s'ils veulent éviter la descente en Ligue II. Les poulains d'Amrani n'ont pas droit à l'erreur et sont plus que jamais menacés. Restant à l'affût et ayant réussi une belle affaire en l'emportant face à la JS Saoura (2/1), lors du match en retard qui les a opposés avant-hier, les Canaris se doivent de confirmer à domicile avec la réception de la lanterne rouge, le WA Tlemcen, qui évoluera la saison prochaine en division inférieure. Les gars du Djurdjura doivent faire attention à l'orgueil des jeunes Tlemcéniens qui joueront sans pression maintenant qu'ils connaissent leur sort. Les poulains du Tunisien Souayah savent ce qui les attend et se donneront à fond pour l'emporter tout en souhaitant un faux pas du leader pour le rejoindre, voire le dépasser au classement. La JS Saoura qui a trébuché face à la JSK, souhaite se reprendre en recevant l'O Médéa et se donnera à fond pour tenter de récolter les trois points, et ce, pour rester dans la course à une place africaine. De son côté, le Paradou AC se rendra à Biskra pour croiser le fer avec l'USB, dans l'espoir de revenir au moins avec le point du



Les Belouizdadis risquent gros

nul pour rester dans la course à une place dans le top cinq et pouvoir disputer une compétition internationale. Le MC Alger qui a quelque peu décroché après la défaite face à l'USMA, se rend à Chelghoum Laid où l'attendra le HBCL de pied ferme, sachant que ce dernier joue sa survie en Ligue I. Pour le reste des matchs, les formations locales partent avec les faveurs du pronostic, même si en football tout reste possible. **M. M.**

Il a participé aux Mondiaux de 1982 et 86

Décès de l'ancien international Faouzi Mansouri

L'ex-latéral gauche international algérien, Faouzi Mansouri, est décédé à l'âge de 66 ans, après une longue lutte

contre la maladie, a annoncé hier, son ancien club, Montpellier Hérault Sport, sociétaire de la Ligue 1 français-

se de football. Né le 17 janvier 1956 à Menzel Bourguiba, en Tunisie, Mansouri est resté dans les annales du football national pour avoir participé à deux Coupes du monde avec l'Algérie, en 1982 et en 1986.

Il compte également parmi «les héros de Gijon», qui avaient offert à l'Algérie une première victoire dans un Mondial (senior), à l'occasion de la Coupe du monde de 1982 en Espagne, lorsqu'ils avaient dominé l'Allemagne fédérale (2-1). Sur le plan continental, le plus grand exploit de Mansouri a été une honorable troisième place à la CAN de 1984 en Côte d'Ivoire, après avoir dominé l'Egypte (3-1) dans la petite finale du tournoi, remporté finalement par le Cameroun devant le Nigeria, sur le même score de trois buts à un. Mansouri, qui n'a porté le maillot national que trois fois, a été formé à Nîmes et a porté les couleurs de Béziers, Montpellier et Mulhouse.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Distribution des livres scolaires aux établissements éducatifs

30 juin dernier délai

Le ministère de l'Education nationale a fixé la date du 30 juin comme dernier délai pour la distribution des livres scolaires à tous les établissements éducatifs, au profit des trois cycles d'enseignement (primaire-moyen-secondaire), en prévision de la prochaine rentrée scolaire, selon une circulaire du ministère. Selon la circulaire relative à la distribution des livres scolaires aux établissements éducatifs au titre de l'année scolaire 2022-2023 du 14 mai, les directeurs de l'Education à travers les wilayas sont tenus de veiller au bon déroulement de cette opération et de «garantir la distribution des livres scolaires à l'ensemble des établissements éducatifs pour les trois cycles d'enseignement et ce, avant la date du 30 juin 2022».

Le ministère tend à travers cette démarche à garantir «aux élèves issus de familles démunies le livre scolaire à titre gracieux». Les directeurs des établissements éducatifs doivent se conformer «au calendrier fixé et convenu entre les services des directions de l'Education et les CRDDP, lors de la réception des livres scolaires destinés à leurs établissements éducatifs, dans le respect des délais fixés». Après l'accord du Premier ministre, il a été décidé de la consécration, à partir de l'année scolaire, d'«une prime forfaitaire» en faveur des encadreurs de l'opération de vente de livres scolaires au niveau des établissements éducatifs, prise en charge par l'ONPS.

Lyes H.

Tramway d'Alger

L'exploitation suspendue sur le tronçon Caroubier-Ruisseau

L'Entreprise Métro d'Alger (EMA) a annoncé, hier dans un communiqué, la suspension de l'exploitation du tramway d'Alger sur le tronçon Caroubier-Ruisseau, et ce, à partir d'aujourd'hui. «Suite aux travaux de démolition d'une bâtisse au niveau de la rue Tripoli, entrepris par la circonscription administrative d'Hussein Dey, l'EMA et la Setram sont contraintes de suspendre l'exploitation du tramway d'Alger sur le tronçon reliant

Caroubier à Ruisseau, à partir de jeudi 19 mai 2022», est-il indiqué dans le communiqué. Pour assurer le transport des usagers, des bus de substitution de l'ETUSA seront mis en place durant toute la période d'arrêt d'exploitation du tramway, souligne la même source. Par ailleurs, le tramway reste opérationnel sur le tronçon reliant Caroubier à Dergana Centre, selon le communiqué.

K. N.

Les Talibans interdisent aux hommes et femmes De manger ensemble au restaurant



Djalou@hotmail.com

Ahmed Bouda, recteur de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou :

«Pas de développement économique sans l'apport de l'université»

■ L'Université algérienne amorce son entrée dans une troisième phase de son évolution et de sa participation au développement du pays, a considéré, hier, dans un entretien à l'APS, Ahmed Bouda, recteur de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO).

Par Kamal L./APS

Un processus et une participation au développement du pays dont l'acte fondateur a été l'adhésion massive de l'étudiant algérien à l'appel du FLN le 19 mai 1956 pour sa libération du joug colonial, a souligné le recteur, à la veille de la commémoration de cette date. «Aujourd'hui, ce n'est certes pas le même effort ni la même forme, qui est demandé, mais nous sommes en train de vivre une transition très importante pour l'avenir du pays et il n'y aura pas de développement économique sans l'apport de l'université», estime l'universitaire.

Pour M. Bouda, cette nouvelle phase sera celle qui «accordera beaucoup d'importance à l'innovation et à la recherche-développement pour apporter un plus au développement socio-économique du pays».

A l'indépendance du pays, et jusqu'au début de ce millénaire, explique-t-il, «l'effort des pouvoirs publics a été axé sur la formation à laquelle ils avaient accordé la priorité, le pays étant dans le besoin de cadres, techniciens, ingénieurs et médecins».

Ensuite, durant les 20 dernières années, la politique universitaire s'est orientée vers le dévelop-

pement de la recherche. «Plusieurs laboratoires de recherche ont été agréés au niveau de différentes universités et un intérêt a été accordé à la recherche scientifique en y mobilisant des fonds et acquérant les équipements nécessaires».

Durant cette même période, poursuit-il, «l'Université algérienne a pu développer de la recherche de très haut niveau, et des articles scientifiques sont tous les jours publiés par des scientifiques algériens dans des revues de renommée internationale», même si, déplore-t-il, «cela est resté peu visible».

Et c'est pour donner une visibilité à cet effort et ce travail que le passage à cette troisième et nouvelle phase a été amorcé par les pouvoirs publics qui ont commencé, depuis 2 ou 3 ans, à «adapter les textes réglementaires pour passer à la phase recherche-développement et innovation», souligne M. Bouda. Un processus marqué, a-t-il détaillé, par «la mise en place et l'expansion des incubateurs à travers diverses universités du pays et l'amorce d'un élan de relations entre l'Université et le monde socio-économique».

Ce qui ouvre des perspectives pour l'Université algérienne qui «parviendra, d'ici quelques années, à proposer et mettre en

place des produits innovants qui permettront le développement social et économique du pays», a-t-il ajouté.

Au niveau de l'UMMTO, «nous travaillons à rattraper un certain retard pour cause d'infrastructures non achevées et d'équipements de recherche qui n'ont pas été acquis, à l'exemple de la plate-forme technologique, du plateau technique d'analyse physico-chimique et plein d'autres projets, malgré l'existence des fonds», a relevé le recteur.

Toutefois, précise-t-il, «un processus de contacts et de développement de relations et conventions avec le monde socio-économique est d'ores et déjà engagé pour faire de l'UMMTO son partenaire dans le développement».

A ce titre, il a indiqué qu'une dizaine de conventions ont été signées au courant de cette année universitaire, dont huit avec des entreprises nationales et deux avec des entreprises étrangères, tout en étant à la recherche de nouvelles opportunités de partenariat. «Maintenant, nous devons travailler à donner du sens et du concret à ces conventions qui permettront à l'Université de se développer et aux étudiants et enseignants de développer leurs idées innovantes», a conclu le responsable de l'UMMTO.

K. L./APS

PUBLICITE

anep
Editions

LES EDITIONS ANEP ORGANISENT UNE CONFÉRENCE-DÉBAT



Avec **Ginette AUMASSIP** autour de son dernier ouvrage



L'ALGERIE DES TEMPS PRÉHISTORIQUES
Un patrimoine méconnu

Jeudi 19 mai 2022 à 14 heures

Centre des Arts et Culture - Palais des Raïs (Bastion 23)

ANEP GRATUIT 0064

Le Jour d'Algérie - N° 5646 - Jeudi 19 mai 2022